

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

15 février 2021

PROGRAMMATION LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS MONDIALES - (N° 3887)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

**AMENDEMENT**

N° 512

présenté par

M. Maire, Mme Sylla, Mme Thomas, M. Mbaye, Mme Peyron, Mme Tanguy, Mme Rauch, Mme Clapot, M. Kokouendo, Mme Leguille-Balloy, M. Maillard, M. Girardin, M. Renson, Mme Krimi, Mme Rilhac, M. Marilossian, M. Belhaddad, Mme Lenne, Mme Pételle, Mme Hennion, M. Pellois, Mme Tamarelle-Verhaeghe, M. Ledoux, Mme Frédérique Dumas, Mme Chapelier, Mme Firmin Le Bodo, M. Christophe, Mme Lazaar, Mme Saint-Paul, M. Michels, Mme Mauborgne, M. Gouttefarde, Mme Vanceunebrock et Mme Dupont

-----

**ARTICLE PREMIER****CADRE DE PARTENARIAT GLOBAL**

Compléter l'alinéa 74 par les deux phrases suivantes :

« Dans certaines régions, comme celle du Sahel, caractérisées par d'importants défis tels que l'insécurité, la disparition des services publics, l'évolution démographique et la radicalisation, le renforcement de l'enseignement public, général et professionnel est nécessaire pour offrir aux jeunes des perspectives d'avenir leur permettant de s'insérer économiquement et socialement. Ce renforcement de l'enseignement est également un élément clé du retour à la sécurité et à la stabilité de la zone. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

La zone du Sahel est confrontée à de nombreux défis : insécurité, disparition des services publics, évolution démographique et radicalisation. Afin de surmonter ces défis, l'enseignement public, général et professionnel occupe une place centrale.

Or, dans la région, l'enseignement public est largement dégradé. A titre d'exemple, au Mali, 40% des enfants ne vont pas à l'école ; au Tchad, moins de 30% d'entre eux achèvent leur scolarité primaire ; au Burkina Faso, plus de 40% des jeunes de 15 à 24 ans sont analphabètes. Dans les zones de crise, telles que la région des "3 frontières", l'enseignement religieux a presque intégralement remplacé l'enseignement public.

C'est pourquoi l'éducation doit être une priorité de notre politique de coopération à l'international. La France, comme c'est déjà le cas au travers du partenariat global pour l'éducation lancé par le Président Emmanuel Macron, doit être moteur pour permettre de faire repartir l'enseignement public à l'offensive.

Cet amendement vise à rappeler que, dans certaines régions, comme celle du Sahel, l'enseignement public, général et professionnel, élément clé du retour à la stabilité et à la sécurité, doit être renforcé.